Burundi : Aggravation de la violence politique en 2011

Human Rights Watch, le 2 mai 2012Il faut agir rapidement pour mettre un terme Ã lâ€™impunitÃ© et Ã©viter de nouvelles tueries(Bujumbura â€“ Plusieurs dizaines de personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es dans des attaques politiques au Burundi depuis la fin de 2010, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch dans un rapport publiÃ© aujourd'hui. Les meurtres, certains commis par des agents de l'Ã‰tat et des membres du parti au pouvoir, d'autres par des groupes armÃ©s d'opposition, traduisent l'impunitÃ© gÃ©nÃ©ralisÃ©e, l'incapacitÃ© de l'Ã‰tat Ã protÃ©ger ses citoyens, et lâ€™inefficacitÃ© du systÃ¨me judiciaire.Le rapport de â€˜Tu nâ€™auras pas la paix tant que tu vivrasâ€™ : L'escalade de la violence politique au BurundiÂ Â», documente les assass politiques dÃ©coulant des Ã©lections de 2010 au Burundi. Ces meurtres, qui ont culminÃ© vers le milieu de 2011, ont souvent pris la forme dâ€™attaques de reprÃ©sailles par des membres du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de laÂ dÃ©mocratie (CNDD-FDD) et des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) de lâ€™opposition. Dans la grande majoritÃ© des cas, les familles des victimes ont Ã©tÃ© privÃ©es de justice.
Le rapport documente Ã©galement les tentatives du gouvernement burundais visant Ã restreindre les mÃ©dias indÃ©pendants et les efforts de la sociÃ©tÃ© civile pour dÃ©noncer la violence.Â«Â Le parti au pouvoir a eu une chance de favoriser un nouveau dÃ©part pour le Burundi Ã la suite des Ã©lections de 2010Â Â», a dÃ©clarÃ© Daniel Bekele, directeur de la division Afrique Ã Human Rights Watch. Â«Â Au lieu de cela, nous avons constatÃ© le ciblage systÃ©matique des anciens combattants rebelles et des membres de l'opposition politique. Un grand nombre de ceux qui ont refusÃ© de cÃ©der aux pressions pour rejoindre le CNDD-FDD lâ€™ont payÃ© de leur vie.Â Â»Human Rights Watch a appelÃ© le gouvernement et les groupes d'opposition Ã dÃ©noncer les meurtres commis par leurs membres et sympathisants et Ã prendre des mesures pour prÃ©venir de nouvelles violences. Human Rights Watch a exhortÃ© le gouvernement Ã sâ€™attaquer Ã la tendance d'assassi et de menaces de mort contre les membres ou anciens membres de groupes d'opposition par des membres des forces de sÃ©curitÃ©, des services de renseignement et du groupe de jeunes du CNDD-FDD connus sous le nom dâ€™Imbonerakure.Le rapport est basÃ© sur des recherches approfondies menÃ©es au Burundi du dÃ©but de 2011 au dÃ©bu 2012 et de nombreux entretiens auprÃ¨s des victimes, des proches des victimes et des tÃ©moins. Il fournit un compte rendu dÃ©taillÃ© de l'attaque la plus meurtriÃ¨re au cours de cette pÃ©riode survenue dans la ville de Gatumba, oÃ¹ au moins 37 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es dans un bar en septembre 2011.Le rapport souligne Ã©galement de nombreux cas dans lesquels des individus ont Ã©tÃ© menacÃ©s, contraints Ã se cacher et assassinÃ©s comme consÃ©quence de leurs tendance politiques supposÃ©es. Par exemple, Audace Vianney Habonarugira, un combattant FNL dÃ©mobilisÃ©, a Ã©tÃ© tuÃ© en juille 2011. Quelques jours avant dâ€™Ãªtre tuÃ©, il a donnÃ© Ã Human Rights Watch une description explicite de la faÃ§on dont il Ã©tÃ© traquÃ© Ã travers le pays par des agents de police, de lâ€™armÃ©e et des renseignements.Des membres du parti au p ont Ã©galement Ã©tÃ© victimes d'assassinats ciblÃ©s. Pascal Ngendakumana et Albert Ntiranyibagira, deux membres de niveau infÃ©rieur du CNDD-FDD, ont Ã©tÃ© tuÃ©s dans un bar en avril 2011 par des personnes considÃ©rÃ©es comme Ã©tan membres des FNL. Une jeune fille qui se trouvait avec eux a Ã©galement Ã©tÃ© tuÃ©e.Tout au long du dÃ©but de lâ€™annÃ© le gouvernement a tentÃ© de minimiser l'ampleur des tueries, affirmant que la plupart dâ€™entre elles Ã©taient l'Å“uvre de criminels de droit commun et que le Burundi Ã©tait en paix. Mais une forte augmentation de la violence Ã partir du mois de juillet, suivie par l'attaque de septembre Ã Gatumba, a rendu impossible de maintenir cette version.Cependant, au lieu de donner une prioritÃ© Ã©levÃ©e Ã des enquÃªtes rigoureuses et Ã la poursuite des suspects, le gouvernement a permis Ã la majoritÃ© de ceux qui ont commis des meurtres politiques de rester en libertÃ©, mÃªme si des tÃ©moins ont identifiÃ© certains des agresseurs prÃ©sumÃ©s.Dans un des rares cas au cours duquel des suspects ont Ã©tÃ© traduits en justice â^' l'attaque de Gatumba â^' la procÃ©dure a Ã©tÃ© profondÃ©ment viciÃ©e. Plusieurs accusÃ©s ont dÃ©clarÃ© au tribunal qu'ils avaient Ã©t mais les juges nâ€™ont pas semblÃ© en tenir compte et nâ€™ont pas ordonnÃ© dâ€™enquÃªtes sur les allÃ©gations de tortu les juges ont refusÃ© dâ€™entendre les personnes appelÃ©es Ã tÃ©moigner par les accusÃ©s, notamment plusieurs agents supÃ©rieurs de la police et des renseignements qui, selon les accusÃ©s, auraient Ã©tÃ© impliquÃ©s dans les Ã©vÃ©nements conduit Ã l'attaque. Les failles dans la procÃ©dure ont conduit les avocats des 21 accusÃ©s Ã sortir de la salle d'audience. Le procÃ¨s a Ã©tÃ© conclu en quelques jours Ã peine.Le rapport d'une commission d'enquÃªte mise en place par le gouvernement pour enquÃªter sur l'attaque de Gatumba, achevÃ© en octobre, n'a pas Ã©tÃ© rendu public.Â«Â MÃªme dans un cas rare dans lequel des gens ont Ã©tÃ© poursuivis, de graves irrÃ©gularitÃ©s ont minÃ© l'Ã©quitÃ© et la crÃ©dibilitÃ© du pro dÃ©clarÃ© Daniel Bekele. Â«Â Cela donne lâ€™impression que la justice n'a pas Ã©tÃ© rendue.Â Â»L'absence d'enquÃªtes et poursuites approfondies a sapÃ© la confiance de la population dans le systÃ¨me judiciaire et provoquÃ© la dÃ©sillusion parmi les survivants des violences et les familles des victimes, selon Human Rights Watch. Un survivant de l'attaque de Gatumba a dÃ©clarÃ© Ã Human Rights Watch : Â«Â Souvent on [les autoritÃ©s] dit quâ€™on va faire des enquÃªtes, puis rien est habituÃ©s.Â Â» Ce manque de confiance de la population envers la police et le systÃ¨me judiciaire risque dâ€™entraver les enquÃªtes Ã venir, car les tÃ©moins ne pensent pas que les informations qu'ils fournissent seront prises en compte.Le gouvernement a harcelÃ© et intimidÃ© des journalistes et des militants de la sociÃ©tÃ© civile, en les accusant de pactiser avec l'opposition quand ils ont signalÃ© des incidents de meurtres. Bob Rugurika, rÃ©dacteur en chef d'une station de radio indÃ©pendante importante, Radio publique africaine (RPA), a Ã©tÃ© convoquÃ© au parquet Ã huit reprises entre juillet et novembre 2011 pour rÃ©pondre Ã des questions au sujet des programmes de RPA. Les autoritÃ©s lui ont reprochÃ© de diffuser des informations qui Â« incitent Ã la haine ethnique Â» et Â« incitent la population Ã la dÃ©sobÃ©issance civile.Â Â» Il pas Ã©tÃ© officiellement inculpÃ©.Pierre-Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'organisation de dÃ©fense des droits humains APRODH, a Ã©tÃ© critiquÃ© par de hauts responsables gouvernementaux pour avoir parlÃ© publiquement des rumeurs d'un plan du gouvernement visant Ã Ã©liminer des membres de l'opposition. Dans une lettre en fÃ©vrier, le ministre de l'IntÃ©rieur lâ€™a accusÃ© d'entreprendre Â« une quasi-campagne de dÃ©sinformation, de diabolisation et dâ€™incitation de la population mÃ©fiance Ã lâ€™endroit des autoritÃ©s Â» et menacÃ© dâ€™imposer des sanctions Ã lâ€™encontre de son organisation.Â« la sociÃ©tÃ© civile au Burundi ont le droit d'opÃ©rer librement et de faire Ã©tat des incidents de violenceÂ Â», a dÃ©clarÃ© Da Bekele. Â« Â€ certains moments, le gouvernement a semblÃ© plus axÃ© sur le harcÃ¨lement des journalistes et des militants

des droits humains qui ont dÃ©noncÃ© cette violence que sur les efforts visant Ã mettre fin Ã cette violence et Ã sâ€™assurer les personnes responsables seront traduites en justice.Â Â»Human Rights Watch a constatÃ© une amÃ©lioration de la situation sÃ©curitaire au Burundi en 2012 et une diminution du nombre d'assassinats politiques.Â«Â Il s'agit d'une occasion pour le gouvernement du Burundi de rÃ©soudre les problÃ¨mes fondamentaux qui ont conduit Ã la spirale de violence en 2011 et de prendre des mesures efficaces pour prÃ©venir de nouvelles tueriesÂ Â», a conclu Daniel Bekele.Lire lâ€™intÃ©grali du Rapport